



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1443>

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 838 - octobre 1985 -

Date de mise en ligne : lundi 31 mars 2008

Date de parution : octobre 1985

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Les vacances n'ont pas arrange nos économistes de choc !

Le « premier » tout d'abord (vous avez reconnu Raymond Barre, j'en suis sûr !) a déclaré « Nice Matin » le 9 septembre : « Les Français paient aujourd'hui ces idées fausses selon lesquelles on peut gagner plus en travaillant moins et réduire le chômage en partageant le travail... Les pays où il y a le moins de chômage, le Japon ou la Suisse, sont ceux où la dureté du travail demeure la plus longue... Le meilleur moyen de faire reculer le chômage, c'est que les Français travaillent plus. » L'autre rigolo, bien connu lui aussi, c'est Alain Minc qui a récemment déclaré au cours de l'Université d'été organisée par St Gobain sur le thème « Jeunes d'aujourd'hui et Entreprises de demain » « Nous ne sommes pas prêts de retrouver une croissance digne de ce nom parce que nous vivons une crise de la productivité, du fait de la part de plus en plus importante des services dans le PNB et que nous enregistrons un coût prohibitif de travail. Une baisse de 10 % du pouvoir d'achat pourrait nous faire repartir. » (Où ? il ne nous le dit pas !). L'un et l'autre oublient, ou plutôt n'osent pas penser, qu'on n'a presque plus besoin de travail humain pour produire des biens agricoles ou industriels et qu'il en faudra de moins en moins dans les services grâce aux progrès de la bureautique. (C'est pourtant au cours de cette même Université d'été que l'ancien ministre de Giscard, André Giraud, soulignait l'apparition d'un changement important, la multiplication des « esclaves » - après les esclaves mécaniques, les esclaves électroniques et bientôt biologiques - un ministre japonais lui aurait même dit que « demain, un logiciel permettra de fabriquer des logiciels »). Comme quoi nos économistes distingués « ont des yeux mais ne voient point ! »

\*\*\*

L'été a aussi été fertile en catastrophes de toutes sortes, et notamment aériennes. On peut d'ailleurs se demander si la « déréglementation » si chère aux soi-disant libéraux n'y est pas pour quelque chose. C'est ainsi qu'on vient d'apprendre que la FAA (Federal Air Agency), un organisme officiel américain qui serait en gros l'équivalent de notre Direction du transport aérien, même depuis le mois de juin une enquête afin d'examiner les procédures de maintenance et de sécurité en usage à American Airlines (deuxième compagnie américaine). Cette initiative a été prise à la suite de divers incidents mettant en cause des avions de cette compagnie (perte d'un moteur en vol par un Boeing 727 et découverte dans l'aile d'un DC-10 de pièces en plastique substituées aux éléments métalliques d'origine). La FAA a requis une pénalité de 375.000 \$ pour ce remplacement « osé ». Elle n'écarte pas la possibilité que les conditions d'entretien de la flotte d'American aient pu être affectées par la très rapide croissance (de 18 à 25 % par an) de la compagnie depuis la mise en vigueur de la déréglementation, croissance qui lui vaut les faveurs de Wall-Street. Résultats de l'enquête fin septembre.

Toujours aux Etats-Unis, un avion de la compagnie Vieques Air Links s'est abîmé en mer au décollage de Porto-Rico, causant la mort du pilote et des passagers. La Commission Nationale de Sécurité des Transports a note que : - l'organisation des vols par la compagnie était inadéquate, - le pilote qui était aux commandes n'était pas qualifié et ne possédait pas de licence de transport, - les employés de l'aéroport de Porto-Rico n'avaient pas suivi les procédures pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'eau dans le fuel, - enfin que le contrôle de la compagnie par la FAA était inefficace. La Commission de Sécurité estime que la compagnie Vieques Air Links a commis ces négligences pour des raisons de profits.

En Grande Bretagne, selon le Sunday Express, des pilotes ayant utilisé précédemment le Boeing 737 qui s'est écrasé à Manchester auraient signalé certains ennuis techniques et, d'après l'Observer, une inspection inadéquate du matériel serait à l'origine de l'accident. La compagnie British Airways dont la British Airtours, propriétaire de l'avion qui s'est écrasé, est une filiale et qui vient d'être récemment nationalisée, n'a fait aucun commentaire.

\*\*\*

Le gouverneur de l'état du Maryland a décidé le 23 août dernier une suspension de soixante jours des retraits effectués dans une nouvelle caisse d'épargne de l'état, suite à une vague de retraits massifs. C'est le quatrième établissement bancaire de l'état du Maryland qui connaît des suspensions de retraits.

Mais ce n'est là qu'une riposte à la crise qui affecte le système bancaire agricole américain. Selon un correspondant du « Monde » aux Etats-Unis (Le Monde du 10 septembre), « le système fédéral américain de crédit agricole, détenteur de la plus grande partie de la dette des fermiers des Etats-Unis, réputé depuis l'entre-deux-guerres comme étant un système financier « plus solide que l'or », est dans une situation telle qu'il appelle l'aide l'administration fédérale... Les difficultés que connaît le Federal Farm Credit System dépassent de beaucoup celles qu'a connues en 1984 la banque Continental Illinois de Chicago qui n'a dû son salut qu'à une aide du gouvernement fédéral de 4,5 milliards de dollars. Alors que les actifs de cette banque étaient de l'ordre de 40 milliards de dollars, ceux du crédit agricole sont environ de 74 milliards en prêts dont au moins 15% peuvent d'ores et déjà être considérés comme non recouvrables ; c'est donc pour une somme de 11 milliards de dollars que le Federal Farm Credit System fait appel au gouvernement. » C'est une belle épine dans le pied de Reagan qui veut toujours réduire les subventions accordées à l'agriculture au nom du libéralisme économique. Ce n'est pas ça qui va arranger le déficit américain. Le secrétaire d'état à l'agriculture déclare : « toutes les options sont ouvertes, nous gérons le système au jour le jour en attendant

de disposer de tous les éléments nécessaires pour prendre une décision. » Certains experts estiment qu'il y a dans l'endettement excessif des agriculteurs, incapables d'honorer leurs engagements après quatre années de mauvaise récolte, un risque plus grand pour le système américain de crédit que celui représenté par la dette du tiers-monde.

Si j'étais un agriculteur français, avant de voter pour Giscard, Barre ou Chirac, tous plus grands admirateurs les uns que les autres de Reagan et de sa soi-disant économie libérale, je réfléchirais un peu !